

APRÈS QU'ILS EURENT BÉNÉFICIÉ D'UNE AUGMENTATION DEPUIS JANVIER

Indemnités : les sénateurs vont rembourser

Contrairement à l'Assemblée populaire nationale, le Conseil de la nation aurait augmenté les indemnités des sénateurs. Ils devraient rembourser la différence perçue ces derniers mois.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - L'affaire des augmentations des indemnités tourne à la crise. Après l'Assemblée populaire nationale, les regards se tournent aujourd'hui vers le Conseil de la nation dont les membres ont bénéficié de cette hausse.

En effet, le «principe» de cette augmentation avait fait l'objet d'un accord entre les bureaux des deux chambres lors d'une réunion de coordination qui s'est déroulée au lendemain de l'ouverture de la session de printemps. Une réunion présidée conjointement par Abdelkader Bensalah et Larbi Ould Khelifa. C'est sur la base de cet accord que le président du Conseil de la nation a décidé d'augmenter les trois indemnités.

Selon une source proche du Sénat, la somme totale serait de 102 000 DA par mois. Il aurait également été décidé d'appliquer cette hausse à partir du mois de janvier, soit dès l'installation de la nouvelle composante du Conseil de la

nation. Pour sa part, Larbi Ould Khelifa devait en faire de même. Sauf que la presse est venue jouer les trouble-fêtes. C'est le site d'information en ligne Tout sur l'Algérie qui a rendu publique cette affaire.

L'information selon laquelle le salaire des députés atteindrait les 40 millions de centimes a provoqué une véritable tempête. Face à cette situation, le président de l'Assemblée populaire nationale décide de mettre au placard la décision.

Dimanche dernier, la Chambre basse du Parlement est montée au créneau pour démentir «catégoriquement» des informations rapportées par «certains journaux nationaux» faisant état d'une hausse de salaire de 100 000 au bénéfice des élus nationaux. «Les services du président de l'APN démentent formellement les affirmations de certains titres de la presse nationale relatives à une prétendue augmentation des

indemnités des membres de l'APN et considèrent, par conséquent, que de telles informations sont dénuées de tout fondement», avait indiqué la direction de la communication et de l'information de l'Assemblée populaire nationale dans un communiqué de presse. Toutefois, ce même communiqué confirme que la question d'une révision à la hausse des indemnités d'hébergement, de transport et de restauration avait été abordée lors d'une réunion du Bureau de l'Assemblée.

«Le principe de l'augmentation des indemnités relatives au logement, au transport et à la restauration a été effectivement discuté lors d'une réunion du Bureau de l'APN tenue il y a six mois et aucune décision n'a été prise à ce sujet.»

Selon nos sources, Abdelkader Bensalah aurait envisagé de faire marche arrière. Ainsi, l'administration de la Chambre Haute aurait reçu des instructions pour opérer «des retenues sur salaires». Si cette instruction venait à être appliquée, les sénateurs devront rembourser la différence perçue ces derniers mois. Reste maintenant à



Photo : Samir Sid

Bensalah, président du Sénat.

savoir pourquoi les bureaux des deux chambres ont augmenté les indemnités des parlementaires.

Pour l'opinion publique, cette hausse est intimement liée au projet de révision de la Constitution et

au processus d'adoption par voie parlementaire. Un lien difficile à démentir après le précédent créé par la révision constitutionnelle de 2008.

T. H.

ABDELHAMID SI AFFIF, MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU VIEUX PARTI :

«L'ère du candidat du consensus est révolue au FLN»

La date de la tenue de la prochaine session du comité central du FLN, conclave au bout duquel le successeur de Belkhadem sera connu, sera arrêtée au plus tard vers la fin du mois de juin prochain.

Mohamed Kebci - Alger (Le Soir) - C'est Abdelhamid Si Affif, membre du bureau politique chargé des relations extérieures au sein du vieux parti qui en a fait l'annonce, hier, au Forum hebdomadaire du quotidien *Liberté* dont il était l'invité.

Pour l'ex-député de Mostaganem, deux mandatures de suite, le prochain, le futur patron du FLN ne saurait ressembler à ses prédécesseurs car, dira-t-il, «il n'y aura plus jamais de candidat du consensus», affirmant que le prochain secrétaire général du parti «sortira des urnes». Et d'expliquer cette option des urnes devenue, à ses yeux, inévitable, par le fait que le FLN est «un parti à part, pas comme les autres».

Ceci avant d'ajouter «qu'il ne faut jamais croire ses militants car, expliquera-t-il, il peut te signifier ton soutien verbalement et voter contre toi le jour du scrutin». «Des membres du bureau politique que l'on croyait être avec nous se sont avérés être avec d'autres», soutiendra-t-il encore.

Si Affif situera l'enjeu de la succession à Belkhadem dans une rude bataille d'ordre générationnel avec, d'une part, les jeunes cadres du parti qui se sentent marginalisés et qui veulent avoir leur mot à dire et d'autre part, les caciques du parti qui ne voudraient en aucun cas lâcher le morceau.



Photo : Samir Sid

Pour Si Affif, l'option des urnes est inévitable.

Pour l'orateur, et contrairement à ce qui s'est rapporté ici et là, le FLN ne s'est jamais porté aussi bien comme ces derniers temps, faisant part d'une «décantation lente mais sûre» qui est en train de s'opérer dans les rangs du parti. Une œuvre salvatrice et inévitable, le pays, dira-t-il, ayant fait table rase de l'ère monopartiste.

Une décantation qui s'opère à travers l'émergence de pôles au sein du parti avec à la tête de chacun un porte-étendard. Et à Si Affif de recenser jusqu'à présent, pas moins de six «courants» portés respectivement par Amar Saïdani, Abdelkrim Abada, Abdelaziz Ziari, Ahmed Boumeihdi, Saïd Bouhadja et Mustapha Mazouzi. Ceci dans l'attente de la naissance toute prochaine d'un septième pôle avec lequel, précisera-t-il, il faudra compter. Car il s'agira de celui qui incarnera les deuxième et troisième générations du FLN, majori-

taires au sein du parti. Sera-t-il son porte-voix et donc son candidat à la succession de Belkhadem ?

Si Affif esquivera l'interrogation, affirmant sous le sceau de la solennité qu'il est «hors de question que le FLN soit remis au musée» comme revendiqué par nombre de partis et autres personnalités nationales.

Il répliquera sèchement, à ce sujet, à Saïd Abadou, secrétaire général de l'ONM, lui rappelant son parcours au FLN pour avoir été député et même vice-président de l'APN au nom du FLN avant qu'il ne rejoigne le RND comme bon nombre de militants et cadres du parti dans une opération que Si Affif qualifiera de première opération de toilettage des rangs du parti. Une opération suivie d'une autre qui a vu d'autres vagues de militants du FLN grossir en masse les rangs des nouveaux partis nés dans la «dyna-

mique» des réformes politiques du président de la République. Phénomène d'exode qui, d'ailleurs, poussera le confrencier à dénier le «statut» de troisième et quatrième force politique du pays à des partis qu'il ne nommera pas du fait qu'ils sont, à ses yeux, constitués majoritairement des transfuges du FLN et du MSP. Et d'avertir : gare au phénomène inverse, évoquant furtivement le cas du parti d'Amar Ghoul dont beaucoup de militants seraient actuellement tentés par un retour au bercail.

Car pour le FLN, il n'est pas question de tolérer ce nomadisme politique. «Nous avons 14 membres du comité central dont l'action est gelée pour s'être portés candidats l'année dernière sous d'autres chapelles politiques», précisera-t-il. Si Affif ne manquera pas de saluer le FFS pour ne s'être pas opposé en février dernier à Lisbonne, au Portugal, à la réintégration par le FLN de l'internationale socialiste avec le statut de membre consultatif alors que le parti n'était qu'observateur avant qu'elle ne quitte cette ONG en 1990 pour des raisons liées à la position de cette instance à l'égard du pays. «N'oubliez pas que nous avons contracté des alliances avec le FFS en novembre dernier», à l'occasion, faut-il le rappeler, des élections locales, ajoutera Si Affif, passant sciemment sous silence le fait que ce pacte n'était effectif qu'à Tizi-Ouzou avec l'objectif clair mais inavoué de faire barrage au RCD qui était en ballottage favorable dans une grande majorité des municipalités de cette wilaya de la Kabylie.

M. K.

Le général Nezzar nous écrit



Photo : Samir Sid

«Depuis quelques jours, des journalistes «bien» intentionnés me disent au Val-de-Grâce. Ils ont même découvert la pathologie qui m'aurait valu cette soudaine hospitalisation. C'est bien sûr une soudaine et irrépressible envie de réconciliation. Le cadre ? Une chambre d'hôpital. Le brave chroniqueur qui a repris la fausse information et qui en a fait matière à plaisanter, a-t-il été abusé par quelque curieuse dépêche d'agence ou bien par ceux qui ne savent plus où donner de la tête pour répondre à l'indignation générale.

Chacun sait pourquoi. La présence du général Nezzar au Val-de-Grâce serait susceptible de banaliser d'autres hospitalisations. Quant à la réconciliation, je souhaite qu'un sujet aussi important ne fasse pas l'objet de dérision. La réconciliation – la vraie – nous l'avons mise en œuvre, nous militaires, pour le plus grand bénéfice de l'Algérie avant quiconque.»

Khaled Nezzar